

FEMMES ET POUVOIR : QUEL ACCÈS AUX SPHÈRES DE DÉCISIONS ?

Mme Fatou DIOP

SUMMARY

Despite a little notable progress, women's involvement in politics is still a marginal phenomenon. In fact, women's true place and weight in the decision-making process is determined by their position in social relations, a position which generates sociological constraints hampering women's access to power. Owing to the sociocultural prejudices that block women's access to schooling, the presence of women in the educational sector is slight. The slight access to this basic social sector restricts seriously their access to jobs and their participation in the decision-making circle, hence, the slight representation of women as ministers, members of parliament, heads of village.

La participation politique des femmes est analysée comme un phénomène marginal, même si elle a connu des progrès dans toutes les régions du monde.¹ L'action des réseaux et des organisations de femmes, de la société civile y est pour beaucoup. Ces groupes ont vu leur nombre et leur force s'accroître ; ce qui a pu contribuer à renforcer la présence des femmes dans divers secteurs de la vie politique, grâce à la nouvelle vision du monde, née de ce mouvement mondial. Quelques femmes ont pu accéder à des postes de responsabilité publique. Mais malgré ces quelques gains enregistrés, la discrimination fondée sur le sexe entrave encore énormément la participation effective des femmes au processus de prise de décisions et leur capacité à contrôler les ressources matérielles, surtout publiques.

Le thème « Femmes et pouvoir » a été parcouru par beaucoup de chercheurs qui ont réfléchi sur l'accès des femmes

aux instances de décision. C'est un sujet qui est devenu d'actualité avec l'intérêt porté aux mutations de la société par cette approche. Il y a ensuite l'insistance des bailleurs de fond sur la nécessité d'accorder de l'attention à l'approche genre qui fait désormais partie intégrante de la démocratisation. Pour aborder ce thème la problématique que nous avons retenue suggère que la place des femmes dans les sphères de décisions est déterminée par leur position dans les rapports sociaux.

Nous envisageons cette problématique à la lumière d'un certain nombre de facteurs qui sont censés déterminer la place de chaque individu dans la société. Ce sont, par exemple, la scolarisation, l'activité ou la profession. Ces facteurs seront placés dans le cadre du contexte général au Sénégal pour d'abord établir la place exacte et le poids des femmes dans le processus de décision. Ils permettront enfin de dresser des perspectives au moyen de quelques stratégies.

I - Le contexte général

D'emblée, il faut partir d'une, considération principale: au Sénégal plus de 51 % de la population est constitué de femmes ; or, celles-ci ne sont que 10 % à participer à la prise de décision dans la vie socio-politique.. Même si le statut général des femmes s'est amélioré, il l'a été partiellement et seulement pour certaines catégories.¹

Signalons par ailleurs que la population féminine sénégalaise est très jeune : 58 % des femmes ont moins de 20 ans.

Malgré cette jeunesse qui peut laisser supposer une occupation intense et une implication importante dans les divers secteurs de la vie active, cette catégorie sociale est caractérisée par une présence marginale dans les divers secteurs économiques.

¹ Lire à ce propos les multiples travaux du Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique, (CODESRIA) notamment les travaux de F. Sow, cf bibliographie.

Cette faible présence est liée à leur niveau de représentativité à l'école et dans les différents secteurs, d'activités. ',

Les statistiques qui suivent nous en donnent un aperçu, à travers les tableaux suivants : (tableau 1, tableau 2 et tableau 3). .

Le tableau suivant représente la répartition des électeurs dans les dix régions du Sénégal - Il présente les différences entre, la présence masculine et féminine dans l'électorat.

Tableau n° 1 - Répartition par région

	Electeurs	%	Femmes	%	Hommes	%	Différence
Régions							
<i>Total</i>	2 619 808		1 328 829	51	1 290 979	49	ins.F/H
Dakar	684 831	26	299 857	11	384 974	15	-85 117
Thiès	385 236	15	201 348	8	183 888	7	17 460
Kaolack	310 502	12	163 427	6	147 075	6	16 352
Saint-Louis	244 930	9	133 944	5	110 986	4	22 958
Kolda	201 441	8	103 791	4	97 650	4	6 141
Louga	194 388	7	105 215	4	89 173	3.	16 042
Diourbel	172 738	7	99 961	4	72 777	3	27 184
Fatick	163 099	6	88 754	3	74 345	3	14 409
Tambacounda	145 593	6	73 360	3	72 233	3	1 127
Ziguinchor	117 050	4	59 172	2	57 878	2	1 294

Source : A. De Diop, Femmes enjeu électoral : des chiffres qui parlent, AID, Dakar, Éditions Démocraties Africaines, février 1999

Ces données confirment leur majorité dans l'électorat ; cependant, il n'y a pas beaucoup de femmes élues à des postes de décideurs. La raison évoquée dans beaucoup de travaux semble être la faiblesse de l'instruction des femmes. Les données suivantes sur l'analphabétisme en donnent une illustration.

Tableau n°2 : Répartition du taux d'analphabétisme

	Féminin	Masculin	Ensemble
Dakar	33,6	53,8	43,8
Ziguinchor	41	67,7	54,6
Thiès	58,7	76,4	67,9
Saint-Louis	66,2	82,4	74,9
Kaolack	66	83,2	75
Fatick	69	81,7	75,6
Kolda	73,8	90,1	82,1
Tambacounda	75,1	89	82,2
Diourbel	740	91	83,1
Louga	74,3	90,8	83,2
Sénégal	59	77,2	68,4

Source : Gouvernement du Sénégal, UNICEF, Analyse de la situation des femmes et des enfants. Dakar, 1992

L'analyse de ce tableau montre combien les femmes sont peu nombreuses dans le secteur de l'éducation. C'est dans les régions de Diourbel (91,0%), de Louga (90,8%) et de Kolda (90,1 %), que le phénomène est beaucoup plus accentué. De même, c'est la classe d'âge se situant entre 40 ans et plus qui souffre le plus de l'analphabétisme. Les principaux facteurs explicatifs de ce taux d'analphabétisme très élevé, (77,2 % en moyenne pour les femmes

et 59 % pour les hommes), sont liés aux préjugés socioculturels entravant l'accès des femmes à la scolarisation.

Actuellement, grâce aux politiques initiées par les institutions qui ont en charge les questions sociales et la sensibilisation qui est menée à l'échelle nationale, des évolutions commencent à se dessiner. C'est ainsi que selon les données publiées par le Plan d'Action de la Femme de 1997, le taux brut de scolarisation des filles s'élève à 55 % alors qu'il était de 46 % en 1996. Mais, si la proportion des filles à l'école a augmenté, leur maintien a toujours posé un problème. En effet, plus on s'élève dans le niveau d'instruction, plus la représentation féminine baisse. La distribution dans le tableau qui suit des effectifs féminins dans les différents niveaux de scolarité et leur évolution montre bien cette situation.

Tableau n°3 : Evolution des effectifs féminins de l'enseignement primaire et secondaire de 1965 à 1991.

Année Cycles	1965/66	1969/ 70	1980/81	1988/89	1990/91
Primaire	67 647	98 413	166 913	272 396	272 375
Ens. moyen	5 755	12 080	25 179	41 868	46 401
Ens. secondaire	731	1 296	41 868	10 183	13 497

Source : Plan d'Action de la femme(1997)

L'analyse du tableau nous révèle que la situation des femmes dans le secteur de l'éducation a connu une certaine amélioration. En effet, comme le fait remarquer le Plan d'Action de la Femme cité ci-dessus, leur faible niveau de scolarisation et d'alphabétisation ne fait que perpétuer leur statut de « citoyenne de deuxième classe » en leur niant la possibilité d'être au même niveau social, économique comme intellectuel que leurs homologues masculins.

Dans ce contexte, des stratégies vigoureuses favorisant l'accès des jeunes filles et leur maintien à l'école ainsi que la formation socioprofessionnelle des femmes adultes, s'imposent comme une nécessité pour corriger les inégalités de sexe dans le système éducatif.

Le faible accès des femmes à ce service social de base limite fortement leur accès à l'emploi ainsi que leur participation' aux instances de décision politiques. L'éducation des femmes devrait donc constituer une préoccupation majeure et devenir une des priorités de la politique de développement économique et social des pouvoirs publics parce qu'elle renforce la pratique démocratique. L'accès au savoir peut être un déterminant de l'accès à l'espace politique.

Dans un autre domaine le principe de la non-discrimination entre ; les sexes, contenu dans les textes régissant le statut général de l'emploi n'empêche pas une discrimination effective et des inégalités persistantes entre hommes et femmes au niveau de l'accès au travail salarié. En effet, les femmes constituent la catégorie sociale la plus défavorisée dans ce domaine. Une panoplie de contraintes, dont la discrimination sexiste n'est pas la moindre, complique l'accès des femmes au travail salarié.²

Le faible niveau d'instruction et de qualification des femmes constitue un obstacle de taille. L'absence de formation conduit les femmes à être beaucoup plus actives dans le secteur informel qui ne requiert pas une formation poussée. Selon le Plan d'Action de la Femme, la part des femmes dans le secteur informel est de 23,6 %, et elles ne sont que 7,6 % dans le secteur dit formel.

2 * . - . • • ' *

Le taux d'activité des femmes qui est de 39,3 %est faible et se situe très loin derrière celui des hommes qui est estimé à 67,4 %. Ainsi, dans la population féminine en âge de travailler, seules 39,3 % exercent un emploi, tandis que la très grande majorité, à savoir 60,7 % est inactive ou active dans des activités non rémunératrices ; cf. enquête Direction de la Prévision et de la Statistique, 1992. Dakar.

Le tableau sur la répartition de la population active rend compte de cette situation.

Tableau n°4 : Répartition de la population active en % par sexe et statut dans la profession.

Sexe	Salarié	Indép	Aide fam.	Apprenti	Autre	Total
Masculin	13,9	50,8	24,1	6,7	3,6	100
Féminin	05,5	48,4	28,6	3,4	3,6	100
Ensemble	14,3	50,2	25,3	5,8	3,6	100

Source : Gouvernement du Sénégal, Unicef, Analyse de la situation des femmes et des enfants, chapitre IV, p. 192. Année 1992

Il faut aussi souligner que les activités investies par les femmes ne sont pas très variées. Cette absence de diversification entraîne une forte concentration dans certains secteurs et leur rapide saturation. Cette situation, combinée avec le taux élevé de chômage des femmes, montre si besoin en était encore, la précarité de la situation de la femme sénégalaise dans ce domaine. En effet, bien que les changements de mentalité se soient produits à ce niveau, le contexte socioculturel général du pays et les multiples contraintes ne militent pas pour une entrée massive des femmes dans le marché du travail. Signalons que les rémunérations aussi sont inégales selon le sexe, du fait du mode de calcul des impôts ; cela en dépit de l'article 20 de la Constitution du Sénégal qui affirme que chacun a le droit de prétendre à un emploi et de l'article 104 du Code du travail- qui dit qu'à conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement, le salaire

est égal pour tous les travailleurs quels que soient leur origine, leur sexe et leur statut.⁴

Sur un autre plan, un regard sur l'accès des femmes aux sphères de décision surtout dans le domaine politique confirme leur marginalisation.

Selon le plan d'action de la femme 1997-2001, dans son chapitre « Sénégal en chiffres, chiffres au féminin », les taux de participation des femmes aux instances de décisions sont les suivants ;⁵

- Avocatess : 14,4 % ;
- Magistrats: 12,4% ;
- 3 Maires depuis les dernières élections régionales, municipales et locales de 1996
- Chef de village : 1 ; - -
- Députés : 10 % de la dernière législative ;
- Ministres : 5 avec le nouveau gouvernement ;
- Conseillères municipales et rurales : 9,09 %.

Cette analyse de la place des femmes dans les différents secteurs socio-économiques, montre qu'elles ont une présence marginale. Un changement social serait nécessaire et possible grâce à un énorme travail de rééquilibrage dans le domaine de l'éducation.

De nombreuses études font un ensemble de constats qui nous montrent que les femmes sont victimes de plusieurs facteurs sociologiques qui constituent des obstacles quant à leur accès au pouvoir.³ Ces facteurs sont soutenus par une idéologie masculine dominatrice.

•

En effet, comme la culture traditionnelle nous le montre au Sénégal, il y a ce que Bourdieu appelle la domination masculine entretenue par une doxa de sexe qui est en vigueur, c'est-à-dire une idéologie dominante qui est un système plus avantageux pour les hommes dans les diverses sphères de la vie sociale et qui constitue la base de la marginalisation des femmes.⁷

Cette organisation de fait se base sur une construction sociale qui différencie et justifie le statut lié au sexe et fonde cette hiérarchisation dans les rapports sociaux.

Dès lors, l'accès des femmes aux sphères de décisions ne peut qu'être marginal à l'image du contexte général, et de leur niveau de présence dans les autres secteurs de la vie économique, sociale et politique.

II - Les obstacles

Ce contexte général génère autant de contraintes sociologiques pour l'accès au pouvoir ; lesquelles sont organisées à la fois par les lois et les règlements, mais aussi, la tradition. Nous pouvons aussi rappeler l'interprétation des religions et l'ensemble des pratiques quotidiennes s'y référant. Celles-ci sont diffuses dans les mœurs et coutumes et visibles aux niveaux politique, économique et socioculturel. Elles constituent des contraintes majeures.

Avec cette conception, il y a une répartition des rôles sociaux de sexe. Ainsi, nous voyons que les femmes ont en charge l'éducation, les soins des enfants, et de la famille. Elles sont les gestionnaires de l'espace domestique, spécialisation qui leur laisse très peu de temps pour s'impliquer dans la scolarisation, les activités rémunératrices, et la vie

Voir l'ouvrage de M. Diouf et F. Sow, femmes **sénégalaises à l'Horizon 2015**. MEF, 1993. Lire à ce propos le livre de P. Bourdieu, **la domination masculine**. Édition Liber 1998.

Aussi les femmes sont sous-scolarisées et pauvres ; en effet, elles sont presque exclues de la scolarisation puisque 90 % d'entre elles sont analphabètes en milieu rural.

Cela veut dire qu'elles n'ont pas les mêmes chances et les mêmes possibilités dans le domaine de l'éducation que les garçons. Ainsi le garçon a plus de chance d'achever une formation et de poursuivre ses études jusqu'à l'obtention, d'un diplôme, vu les croyances, les attitudes et les pratiques dans ce domaine. Il y a aussi l'interprétation partisane des religions et l'ensemble des tabous sur les femmes.

Nous pouvons noter aussi sur le plan de la santé, une mortalité maternelle très élevée.⁴ Les pratiques traditionnelles; telles que les mutilations génitales féminines et l'absence de suivi prénatal, affectent la santé reproductive des femmes.

À ce propos notons que les programmes scolaires et les médias sont autant de canaux qui véhiculent consciemment ou inconsciemment des idées qui contribuent à la reproduction de l'ensemble des préjugés et la situation de vulnérabilité des femmes.

Concernant les obstacles économiques, les femmes n'ont pas une autonomie sur le plan économique.

Elles n'ont pas accès comme nous l'avons vu précédemment, aux ressources productrices, au crédit, à la terre, etc.

⁴ Selon le Plan national d'action, le taux de mortalité maternelle est de 510 pour 100.000 naissances. Selon les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) réalisé en 1993, le taux de décès maternel est de

En effet, elles sont surchargées par des travaux domestiques non rémunérés. Le chômage est plus féminin que masculin car, la société sénégalaise, considéré généralement le travail de la femme comme seulement complémentaire à celui de l'homme (les tableaux 2 et 3 aux pages 466 et 467 de ce texte).

Ainsi les femmes sont contraintes à rester dans une position de dépendance économique par; rapport aux Hommes. Elles sont aussi absentes dans les fonctions publiques ; un fait lié à leur manque de qualification professionnelle, elle-même due à leur faible niveau d'instruction.

Quant à la politique, elle est le lieu d'enjeux pour la conquête du pouvoir ; c'est pourquoi on constate beaucoup d'obstacles pour l'accès des femmes à cette sphère de la vie publique.

Concernant les obstacles politiques, il y a un système reproduit consciemment et inconsciemment à la fois par les hommes qui détiennent tous les pouvoirs et par les femmes. Ainsi, la contrainte politique est la plus fondamentale.

Et malgré leur forte représentation du point de vue démographique (52% de la population), seules 10% prennent des décisions. Pourtant constitutionnellement, les femmes sont éligibles et electrices.

Les chercheurs expliquent cette situation par le fait que dans les assemblées il y a plus d'hommes que de femmes. Or les lois sont toujours plus favorables pour ceux qui les font. Donc sur le plan du pouvoir politique, il est très important de souligner leur sous-représentation dans les instances de décisions.⁵

460 décès maternel pour 100.000 naissances vivantes pour la période de 1979-1985 ; ce taux est passé à 510 pour 100.000 naissances vivantes pour la période 1985-1992. Voir résultats EDS 3, Direction de la Prévision et de la Statistique, 1993, Dakar, Sénégal.

Le plan d'action de la femme sénégalaise (1997-2001).note la même insuffisance au niveau de la présence des femmes dans les sphères de décision ; il souligne la faible représentation des femmes, ministres, députés, chef de village.¹⁰

Aussi faut-il signaler que les femmes sont sous-informées de leurs droits ; c'est dire qu'elles sont peu disposées à les défendre. L'exercice de ces droits, mais aussi la possibilité de jouir de leurs libertés d'expression sont ainsi bloqués; leur mise en oeuvre est liée à la participation à la chose publique, c'est à dire à l'exercice de ces droits de citoyen.

Nous constatons que le sexe est une variable déterminante pour l'accès au pouvoir politique, d'autant plus qu'il y a beaucoup de contraintes d'ordre idéologique qui empêchent les femmes d'exercer le pouvoir à un certain niveau.

D'ailleurs, les femmes occupent le plus souvent des fonctions dans le prolongement biologique. C'est ainsi qu'elles occupent des postes liés aux affaires sociales de manière générale.

Il faut aussi noter que le social, l'économique et la politique sont strictement liés ; ainsi l'accès à l'un de ces pouvoirs détermine l'accès à l'autre. Ceci conduit à l'élaboration de stratégies pertinentes.

III - Les stratégies

Les stratégies seront définies comme une coordination des actions et leur mise en œuvre, dans le but d'atteindre les objectifs d'émancipation de la femme.

Quelles sont ces stratégies ?

Ce que nous pouvons remarquer c'est que dans les textes, la discrimination n'est pas perceptible, mais dans leur application concrète, nous constatons qu'elle est effective à tous les niveaux de la vie sociale.

Au niveau socioculturel, il s'agit d'abord de changer les mentalités aussi bien pour les femmes que pour les hommes, c'est à dire la culture dominante dans la société globale.

À ce propos, l'importance de l'éducation et de la socialisation sont à signaler : la scolarisation des filles reste très importante et elle est à améliorer.

C'est un point fondamental puisque sans instruction et sans qualification professionnelle, il est difficile d'accéder à certains postes de responsabilité et aux sphères de décisions. L'accès à l'éducation est la clef de l'implication des femmes ; nous l'avons signalé, il existe un rapport direct entre l'analphabétisme, le pouvoir économique et le pouvoir politique.

Partant de ce constat, la sensibilisation de tous à l'enjeu de l'éducation est un moyen efficace pour que les nombreux stéréotypes soient levés et que les femmes puissent se libérer de tous préjugés qui contribuent à leur marginalisation.

En effet c'est le pouvoir économique qui permettra aux femmes d'être autonomes.¹¹ Pour l'obtenir, il faut que les femmes accèdent à l'emploi rémunéré, que leur travail soit valorisé et amélioré. Pour celles qui exercent dans le secteur économique non structuré, il leur faut un minimum de sécurité. Au sein des ménages, la répartition des responsabilités, entre les hommes et les femmes, est une des conditions qui permettent une bonne gestion du foyer.

Par ailleurs, les femmes devraient prendre part activement dans les systèmes traditionnels de sécurité sociale, dans les associations, les tontines, les "*mbotaay*" et aussi dans les systèmes modernes.

À ce propos, les partis politiques, la société civile et les bailleurs de fond, en fait tous les acteurs du système socio-politique, pourraient coordonner leurs efforts pour asseoir cette volonté de changement social, en ce qui concerne la

marginalisation des femmes et leur faible niveau d'implication dans les divers secteurs de la vie.⁶

Car pour une démocratie réelle, il est important d'impliquer les femmes dans l'arène politique par une participation qualitative, mais aussi une participation quantitative qui leur permettra de faire triompher leurs valeurs propres, et mettre en pratique leur aptitude à la négociation, leur, capacité d'écoute et de s'occuper des autres ; autant de qualités qui leur sont reconnues.⁷

Pour conclure nous dégageons quelques constats sur la situation générale: il existe des pesanteurs qui constituent des contraintes majeures, comme nous l'avons vu. Il s'agit de :

- la forte prégnance des aspects culturels négatifs souvent liés à l'interprétation des religions et de la tradition ;**
- l'éducation et la socialisation différenciées ;**
- la faiblesse de la scolarisation des filles et des femmes;**
- les taux élevés d'analphabétisme ;**
- l'insuffisance de l'information sur les droits des femmes ;**
- la faiblesse du statut économique des femmes ;**
- leur faible représentation dans les instances de décision.**

L'ensemble de ces obstacles constituent les facteurs bloquants relevés par beaucoup de travaux et qui, pour l'essentiel, expliquent la marginalisation des femmes et leur faible présence dans les sphères de décision.

puissent accéder aux ressources productrices, à la terre, aux crédits, au travail salarié ou aux revenus qu'elles pourraient tirer du secteur informel.



This work is licensed under a
Creative Commons
Attribution – NonCommercial - NoDerivs 3.0 License.

To view a copy of the license please see:
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/>

This is a download from the BLDS Digital Library on OpenDocs
<http://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/>